****

**L’Union européenne est notre maison commune et elle concerne notre quotidien**

***Interview originale en grec***

*Une interview de Stelios KYMPOUROPOULOS, psychiatre et député au Parlement européen au sein du parti grec Nouvelle Démocratie, membre du PPE.*

[**https://globe-reporters.org/spip.php?article2974**](https://globe-reporters.org/spip.php?article2974)

**Question 01**

**Nous sommes des enseignants grecs roumains et français et nous avons préparé quelques questions pour vous. Pouvez-vous vous présenter à nos élèves.**

Je m'appelle Stelios Kympouropoulos. Je viens de Grèce. En Grèce, je suis élu avec le parti de la Nouvelle Démocratie et la Nouvelle Démocratie appartient au groupe du Parti Populaire Européen. Je suis médecin de profession et j'ai des intérêts et une activité sociale comme un simple citoyen.

**Question 02**

**C’est votre premier mandat en tant que député européen, avez-vous l'intention de continuer pour un deuxième mandat ?**

Je pense que c'était une conjoncture de mon activité sociale et du contact que j'avais avec le président du parti de la Nouvelle Démocratie à l'époque. Il a vu en moi de l'activité sociale et de la reconnaissance des droits de différents groupes comme les citoyens handicapés. Donc, il y a eu cette collaboration, cette évidence que nous parlions des mêmes choses. Et c'était le résultat du fait que, dès le début, je m'occupais des questions de handicap et des droits de ce groupe social.

J'avais visité le Parlement européen à plusieurs reprises et j'avais vu que beaucoup de choses commençaient ici. Donc, c'était une connaissance que j'avais en tant que citoyen actif et je voulais, avec mon expérience, mes connaissances et mon expertise, contribuer à cette activité du Parlement européen.

Ainsi, M. Mitsotakis, le président du parti de la Nouvelle Démocratie, m'a inclus parmi les candidats et finalement, le résultat a été positif. Cette période de cinq ans m'a donc donné l'opportunité de parler de questions concernant une Europe sociale. Une Europe qui accueille tous les citoyens. Parler des questions de santé, parler des questions de travail et des droits au travail. Cela m'a donc conduit à croire que quelque chose avait commencé. Je pense qu'un travail a été accompli, donc il y a le désir de continuer pour un prochain mandat.

**Question 03**

**Comment organisez-vous votre temps en tant que député européen ? Pouvez-vous nous décrire une journée typique, s'il y en a une ?**

Il n'y a généralement pas de journée typique parce que cela dépend de l'endroit où je me trouve, que ce soit à Bruxelles, à Strasbourg ou en Grèce. Cela varie en général. Cela dépend si je suis rapporteur pour un dossier, si je fais des contacts pour des activités futures, pour organiser des événements, des discours, des publications. En Grèce, quand je rentre, je prends contact avec des organismes, la société civile, des associations. Je voyage dans toute la Grèce.

C'est une journée bien remplie et, bien sûr, dans tout cela, il y a une communication continue avec mes collaborateurs, que ce soit à Bruxelles ou à Athènes. Parce qu’on ne peut pas gérer tout ce travail, ces obligations et ces besoins tout seul. Il doit y avoir une équipe avec laquelle on gère toutes ces questions. Parce que de nombreux sujets passent par les mains d'un député européen et il est vrai qu’on doit faire les bons mouvements, car il s’agit des vies des gens qui doivent avoir le résultat souhaité. Pour que ce soit conforme à ce qu’on a commencé et pour que ce soit bénéfique pour le quotidien des citoyens.

**Question 04**

**Nous constatons ces dernières années une indifférence des citoyens européens qui ne votent pas. Surtout les jeunes. À quoi pensez-vous que cela est dû ? Et que devrions-nous faire pour que les citoyens participent davantage aux élections européennes ?**

Vous avez absolument raison. C'est un phénomène d'abstention qui inquiète. Cela concerne toutes les procédures électorales concernant l'entité européenne et la réalité européenne. Il a été constaté que lorsque les élections européennes sont associées aux élections nationales, les taux de participation augmentent. Mais nous ne devons pas nous baser uniquement sur ce qui se passe au niveau national. Ce que nous devons accomplir, c'est plus d'information, de communication, de compréhension, et je suis heureux que vous le souligniez aussi via votre programme, pour renforcer l'identité européenne.

Nous avons tous, en plus de notre nationalité, une identité européenne commune qui concerne le fonctionnement de l’espace commun de l'Union européenne. L'école et l'information par les médias, par des campagnes et les réseaux sociaux, par des discussions dans des dialogues publics, ce sont les canaux que nous devons utiliser pour renforcer l’idée que l'Union européenne est notre maison commune et qu'elle nous concerne dans notre quotidien. D'ailleurs, désormais, 70% des lois que nous votons au niveau national proviennent et commencent ici, au Parlement européen, au Conseil et à la Commission.

**Question 05**

**En plus du quotidien des citoyens européens, l'Union européenne prend aussi des décisions concernant des questions de politique internationale. Cette semaine, la situation à Gaza, en Palestine, est discutée au Parlement. Quelle est votre position sur la situation actuelle à Gaza et la position du parti auquel vous appartenez ?**

Ce que nous devons avoir, c'est un cessez-le-feu. Nous devons voir comment nous pouvons et devons arrêter ces hostilités autant que possible. L'important n'est pas seulement à Gaza, mais aussi en Ukraine. Deux grandes guerres se déroulent actuellement à notre porte. Nous devons donc trouver, comment l'Union européenne peut être un médiateur pour la paix. Pour ces guerres, elle a fait des choses, en particulier pour la guerre en Ukraine. L'Union européenne fait des choses pour Gaza et nous espérons qu'à travers sa participation au dialogue, elle sera un pilier de paix.

**Question 06**

**Aujourd’hui même, la liberté de la presse en Grèce est également discutée au parlement européen. Quels sont les problèmes actuels en Grèce concernant la liberté de la presse ?**

Il est clair que je ne pense pas qu'il y ait des problèmes de liberté de la presse en Grèce. C'est juste une question qui est utilisée politiquement, car nous sommes actuellement, et heureusement, en train de devenir une voix forte au sein de l'Union européenne. La Grèce obtient la place qui lui revient. Nous avons un gouvernement avec un Premier ministre qui a montré qu'il peut jouer un rôle de leader dans la réalité européenne.

Cependant, pour des querelles politiciennes et des disputes internes, on utilise faussement une condition qui n'existe pas. Donc, un système est utilisé de manière opportuniste, répétant qu'il existe un problème. Cela voit des fantômes, voit des mensonges et toute cette image de dénigrement, notamment par des collègues grecs, est honteuse. Cela doit cesser et je pense que tous les médias internationaux sérieux reconnaissent qu'il n'y a aucun problème de liberté de la presse en Grèce.

**Question 07**

**Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de l'accessibilité des personnes handicapées en Grèce et en Europe en général. Quelles démarches avez-vous entreprises en Grèce ? Quelle est la situation actuelle ? Pouvez-vous nous faire un point en Europe et en Grèce sur le plan de l'accessibilité des personnes handicapées ? En France, par exemple, nous avons bientôt les Jeux olympiques. C'est un problème plus généralement européen.**

Si seulement nous pouvions dire que dans au moins un pays européen, les choses pour les citoyens handicapés sont 100% résolues ! Je ne peux pas le dire, car ce ne serait pas la réalité. Chaque pays essaie de le résoudre de la meilleure manière possible avec les moyens disponibles et l'histoire qu'il a sur cette question. Il faut voir les obstacles que la société elle-même impose aux citoyens handicapés au niveau européen.

En commençant mon mandat personnel en 2019, j'étais l'un des rapporteurs pour la stratégie européenne sur le handicap pour les dix prochaines années, de 2020-2021 à 2030. Cette stratégie prend peu à peu forme avec deux résultats emblématiques. La carte de handicap et la carte de stationnement sont deux mesures complémentaires. Ces deux cartes seront progressivement reconnues à l'échelle européenne. Il s’agit des droits communs des personnes handicapées, indépendamment de leur origine et de leur pays.

Par ailleurs, des actions significatives ont également été entreprises en Grèce, montrant que le groupe social des personnes handicapées a une reconnaissance de ses droits. « L'assistant personnel » est devenu une question très importante, dont nous ignorions même la notion il y a cinq ans. Désormais, cette question est largement discutée et reconnue. Ce service aide de manière significative les simples citoyens, avec, après 20 ans, une augmentation notable des allocations pour les personnes handicapées. Il y a eu des recrutements avec du personnel de soutien parallèle ces dernières années, à un niveau sans précédent. Désormais, chaque politique législative inclut les citoyens handicapés.

Des actions sont menées, reconnaissant la nécessité d'attention envers différents groupes sociaux. Par exemple, il aurait été inimaginable il y a dix ans qu'un utilisateur de fauteuil roulant soit élu au Parlement européen par les citoyens grecs avec une volonté si forte. Cela montre que notre société change, et que les politiques indiquent la direction de l’inclusion et de l’accessibilité.

**Question 08**

**Avez-vous un message pour nos élèves qui participent à ce programme portant sur l'éducation aux médias, l'information et la citoyenneté européenne ?**

C'est très bien que de jeunes gens participent à ce processus. Vous, les enseignants, devez absolument renforcer l'idée que nous appartenons à une famille commune. Les élèves doivent comprendre qu'aimer la Grèce signifie aimer l'Europe et que soutenir l'Europe et l'Union européenne, c'est aussi soutenir la Grèce, l'Allemagne, la France et n'importe quel autre pays. Il est donc important de renforcer l'idée que nous sommes une famille avec des besoins différents, comme c'est le cas dans chaque famille.

Cela ne signifie pas que mon frère et moi avons les mêmes besoins ou les mêmes attentes, mais cela ne veut pas dire que nous ne sommes pas une famille et que nous ne partageons pas les mêmes objectifs. Par conséquent, il est essentiel de renforcer cela, de renforcer l'idée qu'il faut s'intéresser activement à la réalité européenne, apprendre comment fonctionne le système européen, comment il est structuré, comment se déroule la gouvernance. Et devenir des citoyens actifs non seulement en Grèce, mais aussi dans l'UE, sur les questions européennes. Car avec leur vote, avec leurs paroles, avec leurs actions, ce sont eux qui façonneront la réalité européenne.

**Question 09**

**Nous allons vous poser quelques questions sur l'environnement, qui est un axe de notre programme.**

**Quel est, selon vous, le problème environnemental le plus important que la Grèce doit résoudre ?**

Je ne pense pas que ce soit le plus grand problème. Cependant, ce que je sais et qui est une réalité, c'est que la Grèce est l'un des pays européens pionniers qui a décidé, dans un délai très court, plus rapidement que les conditions posées par l'Union européenne, de se débarrasser des combustibles fossiles. Nous sommes donc en bonne voie. Nous reconnaissons que nous parlons de problèmes qui polluent l'environnement, et si nous ne faisons rien, il n'y aura pas d'avenir. Il y a tant de gaz, de déchets, de détritus, tant de choses qui sont une réalité. Cependant, nous sommes sur la voie pour changer cela, pour sortir de cette situation et adopter une approche future plus écologiquement orientée et protégée.

Nous sommes un pays qui veut produire de l'énergie en respectant les besoins environnementaux. C'est pourquoi nous nous sommes concentrés sur les énergies renouvelables et sur le recyclage, et je pense que nous progressons très bien dans ce domaine.

**Question 10**

**Pensez-vous qu'il existe des organisations politiques ou économiques qui exploitent l'objectif de la protection de l'environnement pour en tirer un bénéfice financier en promouvant des politiques préjudiciables à l'environnement à long terme ?**

Oui, bien sûr. C'est une vérité que nous devons garder à l'esprit. Les gens doivent être coopératifs. Il faut arrêter de parler d'exploitation, il faut parler de coopération. Donc, avoir une politique qui, par exemple, les ordures, ne les considère pas comme inutiles, mais comme un matériau. Ils peuvent avoir un avenir commercial. Il s'agit d'un investissement commercial. Il faut que ce soit fait de manière à donner naissance à une production. Traiter ce qui est désormais considéré comme nocif et ne pas le remplacer par quelque chose qui posera des problèmes demain. Donc, quel que soit le changement que nous apportons, l'intention que nous recherchons doit être basée sur la recherche et sur la base d'études qui auront aussi un « front-loaded » objectif tourné vers l’avenir. Que nous fassions quelque chose, que nous modifiions quelque chose pour ne pas avoir à y revenir après 10 à 20 ans. Parce que ce sont tous des investissements et nous devons les faire de manière à avoir la meilleure efficacité possible.

**Question 11**

**Pensez-vous que les éoliennes ou les batteries au lithium des voitures électriques, par exemple, pourraient faire plus de mal que de bien à l’environnement ?**

Tout d'abord, il y a un nombre important de recherches sur cette question, en particulier sur la question des batteries. Il a été constaté et démontré qu’elles ne sont actuellement pas nocives pour l’environnement. La partie dioxyde de carbone, c'est un problème que nous devons éliminer. La solution la plus directe et la plus immédiate consiste donc à utiliser l’électricité.

Mais au-delà de cela, d’énormes recherches sont en cours en ce moment, par exemple la recherche sur l’hydrogène semble avoir des résultats significatifs. À l'heure actuelle, nous utilisons des technologies qui jouent un rôle de transition, et cette période de transition a un début, un milieu et une fin. Donc, si nous parlons de quelque chose de permanent, nous parlons uniquement de quelque chose qui nous permettra d’arriver là où nous voulons, avec les objectifs fixés par l’Union européenne, au moins en premier lieu.

**Question 12**

**Quelles initiatives le Parti Populaire Européen a-t-il prises pour protéger l'environnement ?**

Je pense que récemment, au cours de ces cinq années, de nombreuses initiatives ont été prises au niveau européen pour réduire les émissions de dioxyde de carbone. L'un des projets emblématiques était le système d'échange de gaz, qui a donné de très bons résultats. Le PPE y avait une forte présence, car il était aussi le rapporteur principal des négociations. Ce qui permettra de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Personnellement, j'étais rapporteur pour les gaz de combustion fluorés, très dangereux pour l'environnement, dont la charge est environ 26 000 fois supérieure à celle du dioxyde de carbone, et nous nous sommes fixés pour objectif de les éliminer d'ici 2050. Je pense que dans ce processus de protection de l'environnement, tous les partis sont d’accord et nous essayons tous de protéger, de gérer et de contribuer à cet important processus.

Cependant, nous devons trouver un équilibre entre la sécurité, entre la création d’un environnement dans lequel les emplois ne sont pas supprimés, mais transférés, et un système qui renforce la légalité et non l’illégalité. Tout cela nécessite donc un équilibre très délicat, et je considère que le Parti Populaire Européen est le parti qui parle de la vérité et qui est très proche des citoyens et peut assurer cet équilibre délicat.